Union européenne

Supplément au Journal officiel de l'Union européenne

2, rue Mercier, 2985 Luxembourg, Luxembourg Fax: +352 29 29 42 670

E-mail: ojs@publications.europa.eu Informations et formulaires en ligne: http://simap.europa.eu

Avis de marché pour des marchés dans le domaine de la défense et de la sécurité

(Directive 2009/81/CE)

Section I: Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

I.1) Nom, adresses et point(s) de contact:

Nom officiel: Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives Code d'identification national: *(s'il est connu)*

Adresse postale: Centre DAM-Ile de France, DCG/SAPI/BPAM/ Bâtiment U, Bruyères-le-Châtel

Ville: Arpajon Cedex Code postal: 91297 Pays: France (FR)

Point(s) de contact: Téléphone: +33 169267683

À l'attention de: Romain CLUZEL

E-mail: romain.cluzel@cea.fr Fax:

Adresse(s) internet: *(le cas échéant)*

Adresse générale du pouvoir adjudicateur/de l'entité adjudicatrice: *(URL)* https://www.cea.fr

Adresse du profil d'acheteur: *(URL)* https://www.marches-publics.gouv.fr

Accès électronique à l'information: *(URL)*

Soumission des offres et des demandes de participation par voie électronique: *(URL)*

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

◉ auprès du ou des points de contact susmentionnés

○ Autre (compléter l'annexe A.I)

Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris les documents relatifs à un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus

◉ auprès du ou des points de contact susmentionnés

○ Autre (compléter l'annexe A.II)

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées

◉ auprès du ou des points de contact susmentionnés

○ Autre (compléter l'annexe A.III)

I.2) Type de pouvoir adjudicateur (dans le cas d'un avis publié par un pouvoir adjudicateur)

○ Ministère ou toute autre autorité nationale ou fédérale, y compris leurs subdivisions régionales ou locales

○ Agence/office national(e) ou fédéral(e)

○ Autorité régionale ou locale

○ Agence/office régional(e) ou local(e)

◉ Organisme de droit public

○ Institution/agence européenne ou organisation internationale

○ Autre: *(veuillez préciser)*

I.3) Activité principale

(dans le cas d'un avis publié par un pouvoir adjudicateur)

☐ Services généraux des administrations publiques

☐ Défense

☐ Ordre et sécurité publics

☐ Environnement

☐ Affaires économiques et financières

☐ Santé

☐ Logement et équipements collectifs

☐ Protection sociale

☐ Loisirs, culture et religion

☐ Éducation

(dans le cas d'un avis publié par une entité adjudicatrice)

☐ Production, transport et distribution de gaz et de chaleur

☐ Électricité

☐ Prospection et extraction de gaz et de pétrole

☐ Prospection et extraction de charbon et d'autres combustibles solides

☐ Eau

☐ Services postaux

☐ Services de chemin de fer

☐ Services de chemin de fer urbain, de tramway, de trolleybus ou d'autobus

☐ Activités portuaires

☐ Activités aéroportuaires

☒ Autre: *(veuillez préciser)*

Recherche

I.4) Attribution de marché pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs/entités adjudicatrices

Le pouvoir adjudicateur/l'entité adjudicatrice agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs/entités adjudicatrices:

○ oui ◉ non

(si oui, des informations supplémentaires sur ces pouvoirs adjudicateurs/entités adjudicatrices peuvent être fournies à l'annexe A.)

Section II: Objet du marché

II.1) Description

II.1.1) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur/l'entité adjudicatrice:

Prestations d'ordonnancement, planification, coordination (OPC), de gestion des maquettes numériques (BIM) et de synthèse pour le projet MY3 sur la base navale de Toulon.

II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution, de livraison ou de prestation
(Ne choisir qu'une seule catégorie – travaux, fournitures ou services – correspondant le plus à l'objet spécifique de votre marché ou de vos achats)

○ Travaux

○ Exécution
○ Conception et exécution
○ Exécution, par quelque moyen que ce soit, de travaux répondant aux exigences spécifiées par le pouvoir adjudicateur

○ Fournitures

○ Achat
○ Crédit-bail
○ Location
○ Location-vente
○ Plusieurs de ces formes

◉ Services

Catégorie de services nº: 17

(Voir l'annexe C3 pour les catégories de services)

Lieu principal d'exécution des travaux, de livraison des fournitures ou de prestation des services:
Base Navale de Toulon

Code NUTS:
FRL05

II.1.3) Information sur l'accord-cadre

☐ L'avis concerne la mise en place d'un accord-cadre

II.1.4) Information sur l'accord-cadre

○ Accord-cadre avec plusieurs opérateurs

○ Accord-cadre avec un seul opérateur

de participants à l'accord-cadre envisagé

Durée de l'accord-cadre

Durée en années: ou en mois:
Justification d'un accord-cadre dont la durée dépasse la durée maximale de sept ans:

Estimation de la valeur totale des acquisitions pour l'ensemble de la durée de l'accord-cadre

Valeur estimée hors TVA: Monnaie:
ou
fourchette: entre : et Monnaie:
Fréquence et valeur des marchés à attribuer:

II.1.5) Description succincte du marché ou de l'acquisition/des acquisitions:

Prestations d'ordonnancement, planification, coordination (OPC), de gestion des maquettes numériques (BIM) et de synthèse pour le projet MY3 sur la base navale de Toulon. Le marché sera composé des postes suivants :
- BIM synthèse bâtiments neufs (tranche ferme et optionnelle),
- BIM synthèse bâtiments rénovés (tranche optionnelle),

- gestion BIM et modifications de maquettes numériques (tranche ferme et optionnelle),
- OPC Etudes et travaux bâtiment neufs MY3-II (tranche ferme et optionnelle),
- OPC Etudes et travaux bâtiments rénovés MY3-II (tranche ferme et optionnelle),
- OPC etudes et travaux ASDEM AMIP (tranche ferme et optionnelle),
- Option de réversibilité (tranche optionnelle).

Le marché comprendra un poste sur BPU relatif au passage du chantier en 3*8 bâtiments neufs (tranche optionnelle).

II.1.6) Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

	Descripteur principal	**Descripteur supplémentaire** *(le cas échéant)*
Objet principal	71541000	

II.1.7) Information sur la sous-traitance

☒ Le soumissionnaire doit indiquer dans son offre toute partie du marché qu'il envisage de sous-traiter à des tiers et tout sous-traitant proposé ainsi que l'objet des contrats de sous-traitance pour lesquels ces derniers ont été proposés

☒ Le soumissionnaire doit indiquer tout changement survenu en ce qui concerne les sous-traitants au cours de l'exécution du contrat

☐ Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice peuvent obliger le soumissionnaire retenu à passer tous les contrats de sous-traitance ou certains d'entre eux conformément à la procédure énoncée au titre III de la directive 2009/81/CE

☐ Le soumissionnaire retenu a l'obligation de sous-traiter la partie suivante du marché conformément à la procédure énoncée au titre III de la directive 2009/81/CE: pourcentage minimal: (%), pourcentage maximal: (%) de la valeur du marché.

☐ Le soumissionnaire retenu a l'obligation de préciser quelle(s) partie(s) du marché il compte sous-traiter au-delà du pourcentage imposé et d'indiquer quels sous-traitants il a déjà identifiés

II.1.8) Lots: *(pour le détail par lot, utiliser l'annexe B autant de fois qu'il y a de lots)*

Division en lots: ○ oui ◉ non
(si oui) Il est possible de soumettre des offres pour
○ un seul lot

○ un ou plusieurs lots

○ tous les lots

II.1.9) Variantes

Des variantes seront prises en considération
○ oui ◉ non

II.2) Quantité ou étendue du marché

II.2.1) Quantité ou étendue globale: *(y compris tous les lots, toutes les reconductions et toutes les options,le cas échéant)*

Valeur estimée hors TVA: Monnaie:
ou
fourchette: entre : et Monnaie:

II.2.2) Information sur les options *(le cas échéant)*

Options ◉ oui ○ non
(si oui) description de ces options: Voir paragraphe II.1).5

(s'il est connu) calendrier prévisionnel de l'exercice de ces options:
en mois: 24 ou en jours: (à compter de la date d'attribution du marché)

II.2.3) Reconduction *(le cas échéant)*

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction ○ oui ◉ non
Nombre de reconductions éventuelles: (le cas échéant) ou fourchette: entre et
(si elles sont connues) dans le cas de marchés de fournitures ou de services susceptibles d'être reconduits, calendrier prévisionnel des marchés ultérieurs:
en mois: ou en jours: (à compter de la date d'attribution du marché)

II.3) Durée du marché ou délai d'exécution des travaux

Durée en mois: 48 ou en jours: (à compter de la date d'attribution du marché)
ou
Début *(jj/mm/aaaa)*
Fin *(jj/mm/aaaa)*

Section III: Renseignements d’ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) Conditions relatives au contrat

III.1.1) Cautionnement et garanties exigés *(le cas échéant)*

III.1.2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent:

III.1.3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché:

En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d’un groupement momentané d’entreprises (GME) solidaire ou à défaut d’un GME conjoint. En tout état de cause, le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement.

III.1.4) Autres conditions particulières auxquelles est soumise l'exécution du marché, notamment eu égard à la sûreté de la fourniture des prestations et à la sécurité de l'information:

CONDITIONS PARTICULIERES DE L’EXECUTION DU MARCHE :
1ERE CONDITION
Ce marché est un marché « Sensible » au sens de l’arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l’instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.
En conséquence, le dossier de candidature doit contenir sous enveloppe séparée :
- soit un avis sans réserve d’enquête administrative en cours de validité, ou le cas échéant une attestation d’une décision d’habilitation DGA en cours de validité,
- soit une dossier complet de demande d’enquête administrative de la personne morale (pour tout renseignement contacter l’OS centre Toulon - Tél : 0169265797 – BCRM Toulon - Equipe de Projet Intégrée MY3 - CEA / SID Toulon BP 72 83800 Toulon Cedex 9) en lui précisant la référence du dossier suivante B23-09415).
Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d’Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.
Ces documents devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des candidatures mentionnée dans le présent avis. A défaut d’avoir fourni l’avis ou la copie de sa demande dans le délai imparti le candidat est réputé avoir renoncé à sa candidature.
2EME CONDITION
Le marché nécessite la divulgation d’informations et/ou de supports classifiés ou non, comportant la mention « Spécial France ». En conséquence, aucune candidature émise par une entreprise de droit étranger ne pourra être retenue. Ce marché porte la mention "Spécial France" et ne peut être réalisé que par du personnel de nationalité française, dans les conditions définies par le Plan contractuel de sécurité.
3EME CONDITION
En raison de la teneur de la prestation, il est précisé que le titulaire du marché, objet du présent avis, ne pourra se voir attribuer les marchés qui, par leur objet, seraient susceptibles de créer une situation de conflit d’intérêts au sens de l’article L2141-10 du code de la commande publique.
4EME CONDITION :
Les Prestations du Marché nécessite du personnel habilité CEFRI-RNE au titre de la radioprotection pour la coordination des travaux dans les bâtiments rénovés.

III.1.5) Habilitation de sécurité: *(le cas échéant)*

Les candidats qui ne sont pas encore titulaires d'une habilitation peuvent en obtenir une jusqu'au:

III.2) Conditions de participation

III.2.1) Situation propre

Critères relatifs à la situation personnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion), y compris exigences relatives à leur inscription à un registre professionnel ou du commerce	Critères relatifs à la situation personnelle de sous-traitants (susceptibles d'entraîner leur rejet), y compris exigences relatives à leur inscription à un registre professionnel ou du commerce *(le cas échéant)*
Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: 1/ PRESENTATION DES CANDIDATURES : Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature: — le formulaire DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants) ou équivalent. — le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent. Les formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat — la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente. — les attestations de régularité fiscales et sociales Il est interdit de cumuler les candidatures : - en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire ; -en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre. 2/Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains des documents demandés dans le présent avis de marché, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens que ceux indiqués dans le présent avis et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables.	Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique et des dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité. Le formulaire DC4 est à compléter pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant.

III.2.2) Capacité économique et financière

Critères relatifs à la situation économique et financière d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion)	Critères relatifs à la situation économique et financière de sous-traitants (susceptibles d'entraîner leur rejet) *(le cas échéant)*

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: Un dossier de présentation du candidat, et le cas échéant de chaque co-traitant, comprenant entre autres : - les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique, composition du capital, principaux actionnaires, participations, représentants engageant l'entreprise, effectif total, dimensions, activités, organigramme ; pour information un extrait-K-bis ou équivalent - une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat et chaque co-traitant ; - le chiffre d'affaire global et le CA concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, ainsi que le nombre total de salariés de l'entreprise candidate ; - les trois derniers bilans et comptes de résultat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi; - L'attestation que l'entreprise emploie du personnel habilité CEFRI-RNE. Lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son/ses sous-traitants. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié. La sous-traitance totale est interdite. Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) *(le cas échéant)*	Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) *(le cas échéant)*

III.2.3) Capacité technique et/ou professionnelle

Critères relatifs à la capacité technique et/ou professionnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion)	Critères relatifs à la capacité technique et/ou professionnelle de sous-traitants (susceptibles d'entraîner leur rejet) *(le cas échéant)*
Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: La sélection des candidats se fera sur les critères suivants : • La capacité à mener les prestations objets du marché au sein de projets complexes de	Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: La sous-traitance totale est interdite. Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) *(le cas échéant)*

construction, de rénovation et d'assainissement démantèlement d'installation nucléaire, • La maîtrise des compétences des domaines objet du marché, à savoir l'OPC, le BIM, la synthèse et la modélisation de maquette et plans sous REVIT et AUTOCAD • La capacité à mettre en œuvre les outils informatiques nécessaires à la réalisation des prestations du marché en gérant des données sensibles DR-SF, • La capacité du Titulaire à assurer la continuité de service des prestations actuelles. L'atteinte de ces critères sera démontrée par les dossiers listés ci-après. Chaque entreprise candidate (le mandataire et chacun des co-traitants dans le cadre d'un groupement) devra présenter : - l'organisation pressentie et le montage industriel pour ce type de prestation, avec le cas échéant l'organisation au sein du groupement et/ou la démonstration de sa capacité à maitriser la sous-traitance -les moyens humains identifiant à minima les profils types des intervenants (qualifications, ancienneté, habilitations et diplômes, CV non nominatifs), -les moyens matériels ; - l'organisation et la qualité (procédures, assurance qualité, certifications ou qualifications en cours de validité) ; - un dossier précis et détaillé des références (au cours des 3 dernières années) de l'entreprise et/ ou de l'établissement susceptible d'intervenir, concernant des opérations identiques ou pouvant être assimilées notamment en termes de technicité et d'enjeu. Devront notamment être précisés : la nature du projet, la date, le lieu d'exécution, les références du client correspondant avec ses coordonnées postales et téléphoniques ainsi que celles de la personne en charge du projet, un descriptif précis des responsabilités exercées et des actions conduites par le candidat dans le projet. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié. Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) *(le cas échéant)*	

III.2.4) Informations sur les marchés réservés *(le cas échéant)*

☐ Le marché est réservé à des ateliers protégés

☐ Le marché sera exécuté uniquement dans le cadre de programmes d'emplois protégés

III.3) Conditions propres aux marchés de services

III.3.1) Information relative à la profession

La prestation est réservée à une profession particulière ○ oui ◉ non
(si oui) références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables:

III.3.2) Membres du personnel responsables de l'exécution du service

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation ○ oui ◉ non

Section IV: Procédure

IV.1) Type de procédure

IV.1.1) Type de procédure

○ Restreinte	
○ Restreinte accélérée	Justification du choix de la procédure accélérée:
◉ Négociée	
○ Négociée accélérée	Justification du choix de la procédure accélérée:
○ Dialogue compétitif	

IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer *(procédures restreinte et négociée, dialogue compétitif)*

Nombre d'opérateurs envisagé

ou

Nombre minimal envisagé et, *le cas échéant,* nombre maximal

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats:

IV.1.3) Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue *(procédure négociée, dialogue compétitif)*

◉ oui ○ non

IV.2) Critères d'attribution

IV.2.1) Critères d'attribution *(cocher la ou les case(s) concernée(s))*

○ Prix le plus bas

ou

◉ Offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères suivants

○ des critères énoncés ci-dessous *(les critères d'attribution doivent être indiqués avec leur pondération ou par ordre de priorité décroissante lorsque la pondération n'est pas possible pour des raisons démontrables)*

◉ des critères énoncés dans le cahier des charges, dans l'invitation à soumissionner ou à négocier, ou dans le document descriptif

Critères	Pondération	Critères	Pondération
1.		6.	
2.		7.	
3.		8.	
4.		9.	
5.		10.	

IV.2.2) Enchère électronique

Une enchère électronique sera effectuée ○ oui ◉ non

(si oui, le cas échéant) renseignements complémentaires sur l'enchère électronique:

IV.3) Renseignements d'ordre administratif

IV.3.1) Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur/l'entité adjudicatrice: *(le cas échéant)*

B23-09415

IV.3.2) Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché

○ oui ◉ non

(si oui)

○ Avis de préinformation ○ Avis sur un profil d'acheteur

Numéro de l'avis au JOUE: du *(jj/mm/aaaa)*

○ Autres publications antérieures *(le cas échéant)*

IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et de documents complémentaires ou du document descriptif *(dans le cas d'un dialogue compétitif)*

Date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents

Date: *(jj/mm/aaaa)* Heure:

Documents payants ○ oui ○ non

(si oui, en chiffres uniquement) Prix: Monnaie:

Modalités de paiement:

IV.3.4) Date limite des demandes de participation

Date: 18/11/2023 *(jj/mm/aaaa)* Heure: 16:00

IV.3.5) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés *(si elle est connue)*

Date: *(jj/mm/aaaa)*

IV.3.6) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation:

○ Toutes les langues officielles de l'UE

◉ Langue(s) officielle(s) de l'UE:

FR

☐ Autre:

Section VI: Renseignements complémentaires

VI.1) Renouvellement *(le cas échéant)*

Il s'agit d'un marché renouvelable ○ oui ◉ non

si oui, calendrier prévisionnel de publication des prochains avis:

VI.2) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne ○ oui ◉ non

si oui, Référence(s) du/des projet(s) et/ou programme(s):

VI.3) Informations complémentaires *(le cas échéant)*

La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité.
1/ CONFIDENTIALITE ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
1.1 / Afin de protéger la confidentialité de certaines informations, certains documents de la consultation seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner.
1.2 / Documents DR :
Les documents de la consultation contiennent des informations sensibles et font l'objet d'une mention particulière « Diffusion Restreinte », visant à garantir leur confidentialité. Afin de permettre l'envoi de ces documents (en phase offre) sous format informatique via la plateforme PLACE ou via support amovible (Clé USB), les candidats doivent retourner à l'appui de leur candidature le document « Engagement du Soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte - déclinaison en règles de sécurité informatique » dûment signé. Dans le cas contraire, les documents sensibles ne pourront pas faire l'objet d'un envoi électronique et seront adressés sous format papier uniquement par courrier suivant les dispositions de l'IGI 1300 du 9.08.2021.
1.3/ Le présent avis, le règlement de consultation, l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information DR et la partie du DCE non DR sont à retirer sur https://www.marches-publics.gouv.fr.
Le cas échéant, pour des raisons de taille de fichiers, l'autre partie du DCE non DR peut être transmise aux candidats selon les modalités du règlement de consultation.
2/ REMISE DES CANDIDATURES
La candidature contiendra tous les éléments demandés dans le présent avis de marché. Tout dossier transmis incomplet pourra être écarté.
Les candidatures peuvent être remises soit par voie électronique, soit par courrier.
2.1/ Formalisme pour la remise de la candidature par voie électronique :
a) Afin de répondre de façon électronique, les candidats doivent déposer leur candidature sur la plateforme de dématérialisation des marchés (https://www.marches-publics.gouv.fr) en suivant les étapes décrites dans le guide d'utilisation en ligne (rubrique "aide").
b) Le candidat doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines.
c) Envoi par le candidat de plusieurs réponses électroniques à un même avis de marché : le candidat peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour un même avis de marché, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent avis de marché. Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue ; les envois précédents ne seront pas ouverts. En conséquence, le candidat prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.
2.2/ Formalisme spécifique à la remise de candidature par courrier :

La candidature sera établie en 2 exemplaires (1 original et 1 copie) et un exemplaire en version électronique, sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure indique ;
CEA/DAM — Île-de-France
DCG/SAPI/BPAM – bâtiment U
À l'attention de Romain CLUZEL
«Référence du dossier / NE PAS OUVRIR»
Bruyères-le-Châtel / domaine du Rué
91297 Arpajon Cedex,
L'enveloppe intérieure comporte la mention « référence du dossier » et la dénomination sociale du soumissionnaire.
La remise de cette double enveloppe se fait :
*par courrier recommandé,
*ou par envoi coursier, le pli doit être déposé à l'adresse indiquée ci-dessus (entre 9h et 16h à la réception du centre)
*dans le respect de la date et heure de remise des candidatures (telles que définies au IV.3.4).
En cas de contradictions entre la version papier et la version électronique, la première prévaut, dans sa version originale.

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours

Nom officiel Tribunal Administratif de Paris

Adresse postale
7 rue de Jouy

Ville Paris Cedex 04 — Code postal 75181

Pays France (FR) — Téléphone +33 144594400

E-mail — Fax +33 144594646

Adresse internet URL http://www.essonne.pref.gouv.fr/services/justice

Organe chargé des procédures de médiation *(le cas échéant)*

Nom officiel

Adresse postale

Ville — Code postal

Pays — Téléphone

E-mail — Fax

Adresse internet *URL*

VI.4.2) Introduction des recours *(veuillez remplir la rubrique VI.4.2 ou, à défaut, la rubrique VI.4.3)*
Précisions concernant les délais d'introduction des recours
Le référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché.
Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative.
Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées.

VI.4.3) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours

Nom officiel Tribunal Administratif de Paris

Adresse postale
7 rue de Jouy

Ville Paris | Code postal 75181

Pays France (FR) | Téléphone +33 144594400

E-mail greffe.ta-paris@juradm.fr | Fax +33 144594646

Adresse internet *URL* http://www.essonne.pref.gouv.fr/services/justice

VI.5) Date d'envoi du présent avis

10/10/2023 *(jj/mm/aaaa)* - ID:2023-162021

Annexe A

Adresses supplémentaires et points de contact

I) Adresses et points de contacts auprès desquels des renseignements complémentaires peuvent être obtenus:

Nom officiel: Code d'identification national: *(s'il est connu)*

Adresse postale:

Ville: Code postal: Pays:

Point(s) de contact: Téléphone:

À l'attention de:

E-mail: Fax:

Adresse internet: *(URL)*

II) Adresses et points de contact auprès desquels le cahier des charges et les documents complémentaires peuvent être obtenus:

Nom officiel: Code d'identification national: *(s'il est connu)*

Adresse postale:

Ville: Code postal: Pays:

Point(s) de contact: Téléphone:

À l'attention de:

E-mail: Fax:

Adresse internet: *(URL)*

III) Adresses et points de contact auxquels les offres/demandes de participation doivent être envoyées:

Nom officiel: Code d'identification national: *(s'il est connu)*

Adresse postale:

Ville: Code postal: Pays:

Point(s) de contact: Téléphone:

À l'attention de:

E-mail: Fax:

Adresse internet: *(URL)*

IV) Adresse(s) de l'autre pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice pour le compte duquel le pouvoir adjudicateur/l'entité adjudicatrice agit

Nom officiel Code d'identification national (si elles sont connues):

Adresse postale:

Ville Code postal

Pays

---------- (Utiliser l'annexe A, section IV, autant de fois que nécessaire) ----------

Annexe B
Information sur les lots

Intitulé attribué au contrat par le pouvoir adjudicateur

Lot nº : **Intitulé :**

1) Description succincte:

2) Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics):

Descripteur principal:

3) Quantité ou étendue:

(si elle est connue, en chiffres uniquement) Valeur estimée des travaux hors TVA: Monnaie:

ou

fourchette: entre : et: Monnaie:

4) Durée du marché ou dates de début/d'achèvement: *(le cas échéant)*

Durée en mois : ou en jours : (à compter de la date d'attribution du marché)

ou

Début: (jj/mm/aaaa)

Fin: (jj/mm/aaaa)

5) Information complémentaire sur les lots:

Annexe C3 – Défense et sécurité

Catégories de services visées à la section II: Objet du marché

Directive 2009/81/CE

Catégorie nº [1]	**Désignation**
1	Services d'entretien et de réparation
2	Services liés à l'aide militaire fournie aux pays étrangers
3	Services de défense, services de défense militaire et services de défense civile
4	Services d'enquête et de sécurité
5	Services de transports terrestres
6	Services de transports aériens: transports de voyageurs et de marchandises, à l'exclusion des transports de courrier
7	Transports de courrier par transport terrestre et par air
8	Services de transports ferroviaires
9	Services de transport par eau
10	Services annexes et auxiliaires des transports
11	Services de télécommunications
12	Services financiers: Services d'assurances
13	Services informatiques et services connexes
14	Services de recherche et de développement [2] et tests d'évaluation
15	Services comptables, d'audit et de tenue de livres
16	Services de conseil en gestion [3] et services connexes
17	Services d'architecture; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère; services connexes de consultations scientifiques et techniques; services d'essais et d'analyses techniques
18	Services de nettoyage de bâtiments et services de gestion de propriétés
19	Services de voirie et d'enlèvement des ordures: services d'assainissement et services analogues
20	Services de simulation et de formation dans les domaines de la défense et de la sécurité
Catégorie nº [4]	**Désignation**
21	Services d'hôtellerie et de restauration
22	Services annexes et auxiliaires des transports
23	Services juridiques
24	Services de placement et de fourniture de personnel [5]
25	Services sociaux et sanitaires
26	Autres services

1 Catégories de services au sens de l'annexe I de la directive 2009/81/CE.
2 À l'exclusion des services de recherche et de développement visés à l'article 13, point j), de la directive 2009/81/CE.
3 À l'exclusion des services d'arbitrage et de conciliation.
4 Catégories de services au sens de l'annexe II de la directive 2009/81/CE.
5 À l'exclusion des contrats d'emploi.